

# Forum de Saint Pétersbourg : Ombres, deals et silence

Category: 2020-2030,Actualités  
6 juillet 2025



## **Retour au Forum de Saint Pétersbourg, si Vladimir le veut**

Une curiosité : c'est Dimitri Peskov, le porte-parole du Kremlin, qui s'exprime, lors d'une conférence de presse à Saint Pétersbourg, ce 20 juin. « *Le président russe Vladimir Poutine rencontre des représentants d'entreprises étrangères en marge du Forum économique international de Saint-Pétersbourg (SPIEF), bien que les contacts ne soient pas rendus publics afin de protéger les entrepreneurs des sanctions* ».

Explication ? « *Vous savez qu'en ce qui concerne nos partenaires qui continuent à travailler ici, l'environnement est très agressif dans leur pays. Afin de minimiser tous ces risques, nous ne divulguons tout simplement pas (les représentants d'entreprises étrangères en Russie)* » (1). Original. Parce qu'apparemment, on se bouscule au 28<sup>ème</sup> Forum économique qui se tient cette année sur quatre jours, du 18 au 21 juin - le forum est né en 1997, honoré de la présence de Vladimir Poutine depuis 2002. On se bouscule, et pas seulement entre pays dits amis. « *L'un des temps forts de l'événement sera un panel organisé (...) jeudi 19 juin, modéré par le président de la chambre de commerce américaine en Russie (AmCham), Robert Agee* » nous dit Marin Saillofest pour le Grand Continent (2).

*« À cette occasion, plusieurs investisseurs et hommes d'affaires américains discuteront avec des responsables russes de la mise en place de « conditions propices au rétablissement et au développement de la coopération commerciale entre la Russie et les États-Unis ».*

Parce que, confiait Robert Agee à RT (3), la majorité du business américain voit la Russie comme un marché stratégique. *« Il y a quatre ans », avant février 2022 et l'opération militaire spéciale russe en Ukraine, « 70% de nos entreprises considéraient la Russie comme un marché stratégique ».* Il faut savoir que celles qui étaient déjà présentes sur le sol russe ne l'ont pas toutes abandonné. *« Seulement 12 % des entreprises américaines installées en Russie avant 2022 ont pris la décision de quitter le marché russe, selon la Kyiv School of Economics, soit une proportion similaire à celle d'autres pays occidentaux. C'est notamment le cas de grands groupes comme Philip Morris, Pepsi, Auchan, Nestlé, Haier, UniCredit Bank ou encore AstraZeneca »* confirme en effet Marin Saillofest (2). Qui sont-elles ? Robert Agee dénombre en particulier *« les entreprises de biens de consommation, les fabricants de confiserie, les fournisseurs de produits pharmaceutiques et d'équipements médicaux... toutes ces entreprises sont restées et sont très actives et prospères ».*

Ajoutant : *« Celles qui sont parties « observent et attendent », espérant un dégel des relations entre les États-Unis et la Russie »* - après peut-être une rencontre entre Donald Trump et Vladimir Poutine, retrouvailles évoquées par les deux parties sans qu'une date et un lieu ne soient arrêtés.

Bien sûr, si le climat s'était détendu entre Washington et Moscou depuis le retour de Donald Trump aux affaires, il n'est pas complètement apaisé sur l'Ukraine et se tend à nouveau à propos du Moyen-Orient, la Russie très hostile à un engagement militaire américain aux côtés d'Israël contre l'Iran. *« Le vice-ministre russe des Affaires étrangères, Sergueï Riabkov, a mis en garde contre le risque de déstabilisation radicale de la situation au Moyen-Orient si l'administration Trump devait donner une aide militaire directe des dans le cadre des frappes contre l'Iran »* rapporte *The Times of Israël* (4). *« Il a ajouté que Moscou est en contact avec Israël et l'Iran ».* L'heure n'est plus, ou pas encore, au succès du Forum dans le monde occidental en 2013, quand Angela Merkel elle-même s'était déplacée, ou en 2018, avec la présence d'Emmanuel Macron ou de Christine Lagarde, patronne de la Banque centrale européenne (BCE). Le patron de Total ou celui de Siemens étaient présents en 2021.

Cependant, malgré l'Ukraine, le forum a réuni 130 pays l'an dernier (représentants d'entreprises) et une quarantaine de délégations de parlementaires pour un total de 21000 participants - dont plus de 4000 journalistes (5). Et la Russie attend cette année 140 pays (contre 130 en 2023), un record - et 50 délégations. *« Parmi les pays représentés au plus haut niveau figurent l'Indonésie avec la présence du président Prabowo Subianto et le Bahreïn, avec le prince Nasser ben Hamed Al Khalifa »* note Marin Saillofest (2), sans oublier *« la venue à Saint-Pétersbourg des vice-présidents yéménite Tarek Saleh et sud-africain Paul Mashatile, ainsi que du vice-Premier ministre chinois Ding Xuexiang ».*

Que l'économie russe, après des chiffres de croissance spectaculaires, (4,1% en 2024, au-dessus des prévisions du gouvernement et du FMI, voir l'infographie), prévoie un recul sévère au premier trimestre 2025 est anticipé depuis la fin de l'an dernier. TASS confirme : *« Le ralentissement de la croissance économique de la Russie faisait partie d'un plan d'action planifié et les débats actuels sont centrés sur la question de savoir s'il faut maintenant*

*accélérer l'économie, a déclaré le porte-parole de la présidence russe, Dimitri Peskov, en réponse à une demande de commentaire sur les remarques faites par le ministre du développement économique, Maxim Reshetnikov, qui a déclaré que l'économie russe était au bord de la récession » (6). La question est discutée avec la Banque centrale russe, notamment, comme aux Etats-Unis avec la Réserve Fédérale (FED), autour des taux d'intérêts.*

Mais, souligne encore Dimitri Peskov, la décélération attendue est générale, « *y compris aux Etats-Unis et pour les nations européennes* ».

Malgré ce les entreprises étrangères sont là, attentives et... donc protégées, on ne les nomme pas, elles ne se nomment pas. Pas toutes, note cependant TASS (7) : « *Le gouvernement russe ne négocie pas actuellement avec les compagnies pétrolières et gazières occidentales au sujet de leur retour en Russie, a déclaré à la presse le vice-premier ministre Alexander Novak. "Nous ne négocions pas. Personne ne m'a contacté ni n'a écrit de lettres", a-t-il déclaré* ». Pourtant, en 2022, après l'ouverture des hostilités en Ukraine, certains avaient suivi, selon Reuters, une session intitulée « *Les investisseurs occidentaux en Russie : Nouvelle réalité* » - nous le relevions ici (8). Peut-être, pour celles qui ont choisi en 2022 de quitter la Russie, le chemin de retour, si elles le souhaitent, sera-t-il plus difficile. Et pas seulement dans le domaine de l'énergie, la nouvelle réalité fait que la Russie se montre exigeante.

## **Pourquoi ?**

Eh bien, nous dit encore Marin Saillofest dans un autre intéressant papier (9), « *de nombreux hommes d'affaires et investisseurs russes ont considérablement bénéficié du départ, parfois précipité, de ces groupes. En se voyant transférer le contrôle d'usines, d'ateliers et de bureaux en état de fonctionnement, le pouvoir russe a contribué à la création d'une nouvelle classe d'oligarques : les 130 cafés de Starbucks en Russie ont ainsi été vendus au rappeur Timati et au restaurateur Anton Pinskiy pour moins de 6 millions d'euros* ». Et cette nouvelle classe veut préserver ses avantages si, avec la fin de la guerre, les entreprises qui avaient quitté la Russie veulent y revenir. Vladimir Poutine est sensible à leur réclamation et ses équipes travaillent à une nouvelle législation.

Un exemple ? En bref : « *En mai 2022, le groupe français Renault vendait sa participation dans le constructeur russe Avtovaz pour un rouble symbolique suite au lancement de l'invasion à grande échelle de l'Ukraine. L'accord incluait cependant une clause qui ouvrait la voie à un rachat d'actions dans un délai de six ans* ». D'autres groupes, comme Mercedes-Benz, Carlsberg ou McDonald sont dans la même situation, même si, pour ce dernier, la presse russe relaye une pression du public pour un retour à l'original. Mais ? « *Afin de permettre aux investisseurs russes ayant bénéficié du départ des entreprises occidentales de conserver leurs avantages, les députés de la Douma d'État pourraient voter dès le mois de juin en faveur d'une loi qui rendrait caduques ces clauses de rachat* ».

*Business is business*, le mot vaut pour la Russie aussi, a tranché Vladimir Poutine, fort de n'être pas tombé au contraire sous les coups des sanctions qui affaiblissent les pays européens, l'Allemagne, qui était le premier investisseur en Russie, d'abord. La France suit de près. Avec les Etats-Unis, beaucoup moins concernés, en observateurs discrets donc - et pressés de remplacer les perdants et d'investir dans les terres rares, une affaire qui conviendrait à Donald Trump.

Les grands péchés ont de longues ombres, dit un proverbe anglais. L'irréalisme aussi.

**Hélène NOUAILLE**

[La lettre de Léosthène](#)

PS : Vladimir Poutine s'est longuement exprimé dans le cadre du Forum alors que nous achevions cette lettre.

<http://en.kremlin.ru/events/president/news/77222>

—

**Infographie :**

Croissance du PIB russe en % de 2000 à 2024 (source : Direction générale du Trésor, France)

<https://www.tresor.economie.gouv.fr/Articles/52d8f48b-f79f-4e60-ba55-a6e854629ca7/images/9a50ddac-68c1-4425-8572-9cd419f2f90b>

**Notes :**

(1) TASS, le 20 juin 2025, *Putin meeting with foreign businesses at SPIEF, contacts not made public*

<https://tass.com/politics/1977089>

(2) Le Grand continent, le 18 juin 2025, *Marin Saillofest, Asie septentrionale : Économie russe : annonces, participants, discours de Poutine, que suivre lors du Forum économique de Saint-Petersbourg*

<https://legrandcontinent.eu/fr/2025/06/19/economie-russe-annonces-participants-discours-de-poutine-que-suivre-lors-du-forum-economique-de-saint-petersbourg/>

(3) BigNewsNetwork, le 19 juin 2025, *US companies want to return to Russia, lobby chief*

<https://www.bignewsnetwork.com/news/278392091/us-companies-want-to-return-to-russia-lobby-chief>

(4) *The Times of Israël*, le 18 juin 2025, *Le vice-ministre russe des Affaires étrangères met en garde les Etats-Unis contre des frappes contre l'Iran*

[https://fr.timesofisrael.com/liveblog\\_entry/le-vice-ministre-russe-des-affaires-etrangeres-met-en-garde-les-etats-unis-contre-des-frappes-contre-liran/](https://fr.timesofisrael.com/liveblog_entry/le-vice-ministre-russe-des-affaires-etrangeres-met-en-garde-les-etats-unis-contre-des-frappes-contre-liran/)

(5) Saint Petersburg International Economic Forum 2025, *SPIEF in Figures*

[https://cdn.forumspb.com/upload/docs/2024/buklet/SPIEF2025\\_PromoBuklet\\_en\\_2606.pdf?17194091504741747](https://cdn.forumspb.com/upload/docs/2024/buklet/SPIEF2025_PromoBuklet_en_2606.pdf?17194091504741747)

Le site du Forum 2025 :

<https://forumspb.com/en/>

Programme par journée (18 au 21 juin) :

<https://forumspb.com/en/programme/business-programme/>

(6) TASS, le 20 juin 2025, *Russia's economic slowdown was planned — Kremlin*

<https://tass.com/economy/1977109>

(7) TASS, le 20 juin 2025, *Western oil and gas companies not in talks about their return to Russia — Deputy PM Novak*  
<https://tass.com/economy/1977177>

(8) Voir Léosthène n° 1663/2022, le 18 juin 2022, *Forum de Saint Pétersbourg, l'énergie et la Chine au centre*

La presse est quasi silencieuse cette année sur la tenue, du 15 au 18 juin, du 25<sup>e</sup> Forum économique de Saint Pétersbourg, SPIEF en anglais, où se pressaient jusqu'ici hommes d'affaires et dirigeants politiques venus du monde entier. Guerre en Ukraine oblige, les Occidentaux ont déserté le forum cette année. Mais, nous dit l'agence Reuters, « *des délégations de haut niveau de plus de 40 nations sont attendues* ». Pour Vladimir Poutine, qui s'exprimait en direct ce 17 juin il y a une « *fenêtre d'opportunité* » à saisir quand l'Occident a provoqué « *une vague d'inflation mondiale, la rupture des chaînes logistiques et de production traditionnelles, une pauvreté croissante et des pénuries alimentaires* ». Le *Global Times* met l'accent sur le rôle des BRICS comme sur le développement des organisations régionales : « *Qu'il s'agisse de la Russie, de la Chine ou d'organisations telles que les BRICS ou l'Union économique eurasiennne, un consensus s'est dégagé pour renforcer les mécanismes de coopération. Par exemple, les pays vont accélérer les règlements monétaires libellés en yuan et en rouble, car le processus de mondialisation a été gravement endommagé par l'hégémonie américaine* ». Où est l'Europe, dans cette affaire ?

(9) Le Grand continent, le 30 mai 2025, Marin Saillofest, *Renault, Mercedes-Benz, McDonald's... Quelles entreprises pourraient se voir interdire de racheter leurs actifs en Russie ?*

<https://legrandcontinent.eu/fr/2025/05/30/renault-mercedes-benz-mcdonalds-queelles-entreprise-s-pourraient-se-voir-interdire-de-racheter-leurs-actifs-en-russie/>

---

## **1984 : Analyse du drame afghan par le Mouvement de Résistance du Commandant MASSOUD**

Category: 1940-1944 : Résistances en France,1962-1989,Asie Centrale,Europe de l'Ouest,Extraits de bulletin,Guerre froide (1945-1989),Renseignement,Services allemands,Services de l'Est,Source MAD  
6 juillet 2025

*Conférence du colonel M Garder et de M. TENDAR, représentant pour l'Europe du Mouvement de Résistance du Commandant MASSOUD lors du congrès de l'AASSDN à Colmar en 1984 :*

Le conflit global et permanent – conçu et orchestré par le Kremlin dès la fin de la Deuxième Guerre Mondiale – est entré depuis 1978 dans une phase nouvelle sans que la plupart des

responsables occidentaux aient de cet affrontement une vision très nette. Rares sont parmi eux ceux qui perçoivent l'unicité, la nature exacte et le caractère permanent et global de cette transposition à l'échelle mondiale du schéma de la « lutte des classes » devant aboutir à la victoire définitive du Communisme soviétique. D'aucuns s'imaginent qu'il s'agit uniquement d'une lutte d'influence entre les États-Unis et l'U.R.S.S. et qu'il suffirait d'une « bonne négociation » américano-soviétique sur le désarmement et le règlement pacifique du contentieux Est-Ouest pour que tout s'arrange ».

D'autres s'érigent en arbitres - alors qu'ils sont « partie prenante », distribuent les « satisfecit » et les « blâmes » aux deux camps et regrettent que ceux-ci n'écoutent pas leurs conseils.

D'autres enfin voient la solution dans une troisième voie dont les idées pacifistes et le non-engagement politique finiraient par s'imposer aux « faucons » des deux blocs (1). Ici et là on évoque avec nostalgie l'époque de la détente qui a pourtant coûté assez cher aux Occidentaux, et on agite le spectre d'un retour à la « guerre froide » sans comprendre que ces deux formules qualifient deux aspects d'une même réalité : le conflit en cours sur le Théâtre occidental. La phase dite de la « guerre froide » était celle où le Kremlin appliquait son effort principal sur ce Théâtre, et celle de la détente correspond à deux changements successifs de « direction principale » (de 1966 à 1976 sur l'Asie et de 1976 à 1981 sur l'Afrique).

En fait non seulement il s'agit, de 1945 à nos jours, d'un même conflit, quelles que soient les phases par lesquelles il passe, mais de plus, tous les affrontements de caractère local éclatent pour des motifs indépendants de ce conflit - comme par exemple l'affaire des Malouines ou la guerre irano-irakienne, - tendant quasi automatiquement à s'intégrer à lui. Cette unicité du phénomène n'apparaît pas toujours de façon évidente à des esprits occidentaux habitués à des distinguos subtils entre « partisans » et « neutres », alors que pour les Soviétiques tout ce qui n'est pas avec eux est contre eux. C'est ainsi que Moscou considère, par exemple, la Suède ou la Suisse comme des membres objectifs du camp adverse et ne se gêne pas de violer leur neutralité.

Comme par ailleurs l'oligarchie moscovite met en œuvre une stratégie totale combinant tous les moyens : psycho-politiques, diplomatiques, financiers, économiques, etc., à l'exclusion, en principe, d'un recours direct à la force, le rôle d'exécutant essentiel revient du côté soviétique au K.G.B. complété par les Services Spéciaux militaires (G.R.U.). C'est pour cela que les personnels des ambassades, des délégations et des diverses missions économiques, scientifiques et techniques de l'U.R.S.S. maintient hors de ses frontières comprennent une proportion écrasante de « tchékistes ».

Enfin les règles de conduite de ce conflit d'un genre spécial ne peuvent souffrir d'improvisations et exigent en premier lieu une planification rigoureuse qui s'effectue au sein du Secrétariat du Comité Central, cet énorme État-major Général de Stratégie Totale. Aussi est-il totalement erroné de parler, comme le font de nombreux dirigeants occidentaux, du pragmatisme des Soviétiques. Ceux-ci sont tenus d'appliquer un « plan » et ne peuvent faire preuve de souplesse que dans le cadre d'une manœuvre donnée.

« Ultima ratio » de cette stratégie, les Forces Armées soviétiques ne sont appelées à intervenir que dans des cas exceptionnels - plus souvent à l'intérieur qu'à l'extérieur de l'Empire - et en dehors de cela elles participent à la manœuvre d'ensemble en tant qu'épouvantail et réservoir

d'instructeurs pour les pays du Tiers Monde.

Notons pour finir que le terme de « guerre froide » - inventé naguère par les Occidentaux pour qualifier ce conflit que les soviétiques désignent sous le nom de « coexistence pacifique » nous paraît inadéquat. Il s'agit selon nous d'une « guerre tiède aux nombreux points chauds » - ces derniers préfigurant le risque d'une escalade dramatique. Jouant adroitement avec le feu, les soviétiques s'efforcent d'ailleurs d'utiliser ce « risque » à leur profit en faisant croire que sa responsabilité incombe à leurs adversaires.

Ces quelques réalités étant rappelées, nous allons tenter une fois de plus de faire le point de la situation à l'échelle mondiale à la veille du solstice d'été 1984, en envisageant cette situation du point de vue du Kremlin dans la mesure où, à l'inverse des Occidentaux, les soviétiques ont un plan stratégique à l'échelle mondiale.

### **UN EMPIRE FACE A UNE COALITION « DE FACTO »**

Depuis août 1978, l'Empire soviétique - qui se trouvait en position de force face à une Alliance Occidentale passablement ébranlée et, en Asie, à une Chine isolée et à un Japon plus ou moins dans la mouvance américaine - doit affronter une coalition « de facto » en voie de renforcement, comprenant un groupement occidental d'une part, et le binôme sino-nippon d'autre part.

Nous avons déjà eu l'occasion de signaler dans notre Bulletin le fait que le Kremlin a dû attendre le XXVI<sup>e</sup> Congrès du Parti Communiste soviétique de Mars 1981 pour modifier son plan stratégique en fonction de cette nouvelle situation. L'effort principal qui jusque là s'exerçait sur le continent africain fut reporté sur l'Asie où il s'agissait en premier lieu de dissocier le binôme sino-nippon et d'en neutraliser les composants. Face aux Occidentaux on adopte une attitude défensive active à base d'offensives de paix utilisant en particulier l'affaire des euromissiles et visant à neutraliser l'Allemagne Fédérale, à morceler l'Europe, à séparer celle-ci des États-unis et à fixer l'attention de Washington grâce à un regain de la subversion en Amérique latine.

Enfin sur la direction Moyen-Orient-Afrique, on décida de maintenir les positions acquises en Syrie, au Sud Yémen, en Éthiopie, au Mozambique et en Angola, en modérant la fougue de l'« allié » libyen.

Un peu plus de trois ans se sont passés depuis, et on ne peut pas dire que ce plan, par ailleurs logique, ait été couronné de succès, même au Moyen-Orient. Pour s'en convaincre il suffit de passer en revue la situation sur chacun des trois grands Théâtres « de guerre » de la Stratégie Totale soviétique.

### **ÉCHEC PATENT EN ASIE**

Pour comprendre la façon dont les dirigeants soviétiques perçoivent le binôme sino-nippon et envisagent le renforcement de ses liens avec les États-Unis, il nous paraît opportun de rappeler ce que nous disait en substance, en 1974, un analyste de haut rang travaillant pour le Comité Central.

A ce moment-là, un éventuel rapprochement entre Tokyo et Pékin constituait une simple hypothèse que notre interlocuteur considérait comme hautement improbable. « De toute façon - avait-il ajouté, nous ne pourrions tolérer un tel rapprochement car ce serait pratiquement un « casus belli ». Mettez-vous à notre place : la technologie nipponne, plus le potentiel chinois, plus la haine qu'ils nous portent les uns et les autres, unis dans un même faisceau, cela constituerait pour nous un danger mortel !

Encore notre analyste n'avait-il pas évoqué « le renforcement des liens » entre le binôme sino-nippon et les États-unis.

Or ces derniers mois nous avons assisté coup sur coup aux visites à Pékin du Premier Ministre japonais NAKASONE et du Président REAGAN, reçus tous deux avec un faste inhabituel, alors que depuis le XXVIe Congrès le Kremlin a tout fait pour améliorer ses relations avec la Chine et pour amadouer le Japon.

Ancien officier de Marine, partisan d'un renforcement du potentiel de défense de son pays, M. NAKASONE est venu confirmer le plan d'une coopération sino-nipponne dans les domaines économique, scientifique et technologique, grâce à laquelle les deux pays devenus complémentaires constitueront au début du prochain millénaire un ensemble puissant, ultra moderne et redoutable.

De son côté, même si certaines déclarations anti-soviétiques du Président REAGAN ont été censurées par les Chinois, il a, lui aussi, jeté les bases d'une véritable coopération américano-chinoise.

Enfin en marge de ces deux visites qui ont dû inquiéter sérieusement les oligarques du Kremlin, il y a eu une ouverture du Japon en direction de l'Inde - alliée de l'U.R.S.S. - et des menaces non voilées de Pékin à l'encontre de l'autre allié soviétique en Asie : le Vietnam dont les troupes n'arrivent pas à éliminer la résistance khmère qui tient une partie du territoire cambodgien.

Le seul gain réalisé par Moscou en Asie ces derniers temps a été un changement d'orientation de la Corée du Nord inquiète d'un éventuel rapprochement entre la Chine et la Corée du Sud.

Rappelons que toutes les tentatives soviétiques en vue de la normalisation des relations avec la Chine se sont heurtées aux trois conditions suivantes posées par Pékin :

- Allègement du dispositif militaire soviétique à la frontière chinoise ;
- Fin du soutien soviétique à l'impérialisme vietnamien ;
- Évacuation des troupes soviétiques du territoire afghan.

Or ce sont là des conditions inacceptables pour Moscou. Et c'est ainsi que non seulement le dispositif aéro-terrestre à la frontière chinoise n'a pas été allégé, mais de plus, le nombre des SS-20 menaçant la Chine et le Japon s'est accru d'une centaine d'unités.

Il ne pouvait pas davantage être question d'abandonner le Vietnam, et cela à un moment où cet allié fidèle se trouve menacé par la Chine... et enlisé au Cambodge.

Enfin, nous l'avons déjà souligné dans le dernier Bulletin -, l'Afghanistan est désormais considéré à Moscou comme faisant partie de l'Empire. Le Commandement soviétique y multiplie des offensives de printemps et plus personne ne s'imagine de par le monde que l'U.R.S.S. puisse envisager d'abandonner sa proie. Nous reviendrons sur ce point plus loin.

De toute façon, et pour en revenir à l'objectif essentiel du Kremlin sur le Théâtre asiatique, l'échec est patent et le temps n'y travaille pas pour l'U.R.S.S. Ajoutons que même l'esquisse d'un rapprochement avec la Corée du Nord est toute relative et que KIM IL SUNG n'a pas hésité à se rendre à Pékin au lendemain de la visite en Chine du Président Reagan.

Enfin, quelle sera la réaction de Moscou au cas où - après la saison des pluies, c'est-à-dire en automne prochain, la Chine prendrait la décision de « corriger » une nouvelle fois le Vietnam ?

## **RESULTATS DISCUTABLES SUR LE THEATRE OCCIDENTAL**

En dépit de tous ses efforts, l'U.R.S.S. n'a pu empêcher, fin 1983, l'arrivée en Allemagne Fédérale des premiers Pershing 2 et s'est crue obligée d'implanter de nouvelles fusées sur les territoires de ses « satellites ».

Certes la propagande soviétique a connu quelques échos favorables dans certains pays de l'ouest européen tels que l'Allemagne Fédérale et la Hollande et l'orientation neutraliste d'une partie des socialistes allemands peut lui être attribuée.

Ceci dit, l'attitude ferme de la France et de l'Italie, la position sans équivoque de Mrs THATCHER - même si celle-ci persiste à vouloir, à l'instar du Président de la République Française, se rendre à Moscou pour y rencontrer Constantin TCHERNENKO limitent la portée des succès tactiques mentionnés plus haut.

C'est cependant la partie américaine de ce Théâtre occidental qui continue d'angoisser les dirigeants soviétiques. De plus en plus présents dans le Pacifique et l'Extrême-Orient, les États-unis ne paraissent nullement désireux de se désengager vis-à-vis de l'Europe occidentale. Le programme militaire lancé par l'Administration actuelle qui vise à restaurer la suprématie actuelle dans les domaines conventionnel et nucléaire, terrestre, aérien et maritime comporte en outre un projet de domestication de l'espace. Si ce programme se réalise, on peut estimer que d'ici la fin des années 90 les États-unis domineront l'U.R.S.S. de façon irrémédiable en interdisant aux fusées soviétiques l'espace américain et même européen.

Dès lors, rien d'étonnant que l'oligarchie soviétique se déchaîne quotidiennement contre le « bellicisme » de Ronald REAGAN en souhaitant sa défaite aux prochaines élections présidentielles (2) cela d'autant plus ardemment qu'en cas de réélection le Président ne manquera pas de régler - au besoin par la force, certains problèmes latino-américains, tel celui du Nicaragua.

Il n'est pas dit par ailleurs que dans l'hypothèse d'une victoire démocrate, le nouveau président - autrement dit M. MONDALE, ne reprenne à son compte sinon le projet d'intervention en Amérique latine, du moins le programme militaire de l'administration actuelle, ne serait-ce qu'en raison de ses conséquences bénéfiques sur l'économie du pays.

Ce ne sont pas les menaces de poster les sous-marins lance-missiles à distance rapprochée des côtes américaines, ou autres mesures de riposte aux euromissiles qui feront plier les États-Unis, quel que soit leur futur président.

## **SUCCÈS LIMITE AU MOYEN-ORIENT. DES POSITIONS MENACÉES EN AFRIQUE NOIRE**

L'échec des tentatives américaines d'un règlement du problème libanais sous l'égide de Washington et le désengagement de la force de paix occidentale de Beyrouth, ont fourni à la Syrie - alliée de l'Union Soviétique, l'occasion de remporter une victoire facile au Moyen-Orient, en même temps qu'une revanche psychologique sur Israël.

Toutefois, Moscou a adopté en l'occurrence une attitude très prudente et c'est, semble-t-il, dans le sens de la modération que Gueïdar ALYEV a incité le Président ASSAD à agir, lors de leur entrevue à Damas en mars dernier.

Il faut dire que la guerre irano-irakienne dans laquelle Damas soutient Téhéran et Moscou a pris parti pour Bagdad ne facilite pas le jeu soviétique au Moyen-Orient. Ce jeu a été également contrarié par la mainmise de la Syrie sur une partie de la résistance palestinienne rejetant l'O.L.P. d'ARAFAT dans les bras des Chinois.

Enfin les relations entre Moscou et son « allié » du Sud-Yemen ne semblent plus aussi confiantes que par le passé.

C'est cependant en Afrique Noire, et plus spécialement dans la partie australe du continent que la situation est devenue franchement difficile pour l'U.R.S.S.

Pour commencer, le bastion lénino-marxiste éthiopien connaît une crise dont on ne voit pas l'issue, à moins d'une aide massive de l'U.R.S.S. dans tous les domaines. Cette aide, le Colonel MENGISTU est allé la réclamer à Moscou, sans grand résultat, semble-t-il. Avec d'une part la sécheresse et la famine qui affectent une partie du pays et, d'autre part, l'interminable guerre d'Érythrée, le régime communiste d'ADDIS ABEBA ne sait où donner de la tête. Parvenu au pouvoir grâce à un coup d'État militaire, MENGISTU pourrait bien à son tour être déposé par de jeunes officiers révolutionnaires du type de ceux qui, sur l'autre façade du continent, viennent de se débarrasser, en Guinée, des successeurs de SEKOU TOURE. Même si le dictateur guinéen n'était pas aussi aligné sur le Kremlin que MENGISTU, il n'en avait pas même droit au titre de « camarade » et le coup d'État militaire qui a mis un terme au régime qu'il incarnait a constitué une incontestable défaite pour l'U.R.S.S. en Afrique Occidentale.

C'est ainsi que l'importante mission permanente soviétique comportant de nombreux officiers du K.G.B. a dû quitter Conakry en démontant son Poste de Services Spéciaux et des installations d'écoutes radio-électriques travaillant sur une bonne partie du continent.

Pendant ce temps, en Afrique Australe, les deux républiques populaires d'Angola et du Mozambique, fondées en 1976 grâce à une aide soviéto-cubaine massive, vacillent sur leurs socles. En Angola, les maquisards de l'Unita - soutenus par l'Afrique du Sud, tiennent une partie importante du pays et en sont déjà au stade du terrorisme cubain. Le désengagement des unités cubaines paraît désormais imminent et il serait étonnant que l'U.R.S.S. s'accroche à

un territoire qui ne lui a rien rapporté.

Il en est de même du Mozambique, tributaire de l'Afrique du Sud pour une bonne partie de son économie et où le communisme a totalement échoué.

## **LA PLACE DE L'AFGHANISTAN DANS LE CONFLIT EN COURS**

Dans le dernier Bulletin n° 121, nous avons longuement exposé la genèse et les étapes de « l'enlèvement soviétique en Afghanistan » en montrant que, contrairement à « l'avis autorisé » de nombreux kremlinologues et stratèges en chambre occidentaux, il ne s'agissait pas en l'occurrence d'une « poussée en direction des mers chaudes ». Une erreur initiale grave commise le 27 avril 1978, lors de la liquidation du prince DAOUD, a amené les Soviétiques à porter au pouvoir le communiste TARAKI. Il en est résulté un engrenage qui a abouti à l'intervention de Décembre 1979. Celle-ci a eu lieu dans des conditions courtelinesques et a débouché sur un chef-d'oeuvre d'incohérence qui dure jusqu'à nos jours.

Depuis quatre ans et demi, le « Corps Expéditionnaire Restreint » (ce dernier adjectif empêche le général qui le commande de recevoir des renforts importants) piétine et pourrit sur pied en Afghanistan. Certes les unités terrestres et surtout aériennes soviétiques infligent de lourdes pertes aux résistants et plus encore aux populations civiles, mais elles ne peuvent emporter la décision, faute d'infanterie bien entraînée et en nombre suffisant.

Ne se trouvant pas sur la Direction Principale d'effort - qui porte, nous l'avons vu, sur le binôme sino-nippon - et de plus en plus considéré par ailleurs comme faisant partie du Théâtre intérieur, l'Afghanistan est devenu pour le Kremlin un abcès de fixation que l'oligarchie moscovite espère régler à plus ou moins long terme.

## **LE POINT DE VUE DE LA RÉSISTANCE AFGHANE**

***par Omaïoun TENDAR***

*Parlant un français admirable, le représentant pour l'Europe du mouvement de résistance du Commandant MASSOUD, commence par une brève présentation de la personnalité exceptionnelle de son chef et ami.*

Ancien élève du lycée français de Kaboul, Ahmed Scheh MASSOUD, dit « le lion de la vallée du Panshir » est un extraordinaire autodidacte dans le domaine militaire et un meneur d'hommes hors du commun. Son territoire est avant tout constitué par la vallée de la rivière Panshir qui débute à une trentaine de kilomètres de Kaboul, à partir de la ville de Goulbahar et s'achève avec le Col d'Andjouman, à quelque 160 kms au nord-est de Goulbahar où la Panshir prend sa source.

Dès la fin des années 70, cette région a constitué un bastion de la résistance contre TARAKI et ensuite AMIN, en attendant de jouer un rôle très important dans la lutte contre l'occupant soviétique. Disposant d'une bonne dizaine de milliers de combattants, MASSOUD a pu ainsi s'opposer victorieusement, entre 1980 et 1982, à dix grandes offensives soviétiques - la sixième ayant abouti, au cours de l'été de 1982, à un échec sanglant, les forces soviétiques

ayant perdu un millier de morts et près de 2.000 blessés et un bataillon de l'armée régulière afghane étant passé à la Résistance ; le commandement soviétique en fut ainsi réduit à entamer des pourparlers avec MASSOUD.

Ces pourparlers traînèrent en longueur pour finalement déboucher sur un « armistice » en janvier 1983. Pendant environ un an la vallée devint une oasis pour la Résistance, avec un gouvernement local. MASSOUD put reconstituer et réorganiser ses forces. Toutefois du côté soviétique on mit cette trêve à profit pour noyauter la Résistance et exploiter des divergences entre les différents mouvements nationalistes. On tenta même d'assassiner MASSOUD.

Finalement, devant l'échec de leurs actions politico-subversives les Soviétiques prirent, au début de 1984, la décision d'en finir avec la vallée en faisant coïncider une nouvelle offensive générale avec l'assassinat de MASSOUD.

Alerté deux mois à l'avance - c'est-à-dire en février 1984, au sujet des préparatifs de l'offensive, MASSOUD prit les mesures nécessaires.

Le 20 avril 1984, la septième offensive - précédée d'un bombardement massif de la vallée, devait tomber partiellement dans le vide. Près de 20.000 hommes des forces soviétiques et afghanes, soutenus par 500 chars et 80 hélicoptères précédés par 8.000 parachutistes, eurent pour mission d'occuper et de nettoyer la vallée.

A la mi-Mai, d'après les renseignements obtenus par Omaïoun TENDAR de la base arrière de MASSOUD au Pakistan, les Soviétiques avaient à peine atteint la moitié de la vallée en subissant de lourdes pertes.

Pendant ce temps MASSOUD et le gros de ses forces avaient pu se retirer dans les vallées adjacentes.

De plus, cette attaque avait eu pour effet de faire - au moins partiellement, l'unité de la Résistance.

Tout en étant entièrement d'accord avec l'analyse du Colonel GARDER, A. TENDAR estime nécessaire de souligner les points suivants :

- En ce qui concerne les forces soviétiques on peut estimer qu'elles sont mal adaptées à ce genre de guerre ; que le moral n'est pas élevé et que le commandement manque totalement d'imagination.

Toutefois, on a enregistré depuis quelque temps certains progrès tactiques réalisés par les unités à partir de l'échelon bataillon, en particulier dans le domaine des actions combinées hélicoptères/infanterie.

On peut enfin se demander si les Soviétiques ne finiront pas par augmenter considérablement les effectifs de deux corps d'intervention pour tenter de régler une fois pour toutes le problème afghan.

- Du côté de la Résistance les faiblesses résident ;

- dans le manque de cohésion entre les différents mouvements ;
- dans la pénurie chronique en matière d'armements et de munitions, en particulier dans les domaines anti-aérien et anti-chars ;
- dans l'insuffisance du nombre des spécialistes en matière d'exploitation du Renseignement et du Sabotage.

Cependant, à l'intérieur - explique Omaïoun TENDAR - « nous n'avons qu'un seul motif d'inquiétude : jusqu'où la population pourrait-elle endurer la guerre ? »

Car au plan militaire la Résistance se renforce. Les actions sont dorénavant coordonnées entre les provinces. Les cadres sont formés dans trois écoles militaires et divers centres d'instruction. Pour M. TENDAR le Commandant ,MASSOUD ne manquera pas de réoccuper la vallée du Panschir d'ici quelque temps.

Les véritables soucis des responsables de la Résistance sont d'ordre extérieur.

Il y a tout d'abord le Pakistan qui, pour le moment, grâce au courage du Président ZIA UL HAG permet à la Résistance de disposer de bases sur son territoire et lui apporte une aide discrète. Qu'en adviendra-t-il en cas de changement de gouvernement à Islamabad ?

Il y a ensuite cette stupide guerre irano-irakienne dont la Résistance pourrait - à la longue - faire les frais.

Il y a enfin l'attitude des États-unis, très réservée pour le moment, et cela en dépit de l'anti-communisme du Président REAGAN. Le rôle de l'Afghanistan étant minime dans l'échiquier mondial, que fera l'actuel président en cas de réélection, ou quelle sera la politique de Washington dans l'hypothèse d'une victoire démocrate en novembre prochain ?

En définitive, estime le représentant du Commandant MASSOUD, la clef du problème se trouve à Moscou. La guerre d'Afghanistan qui dure bientôt depuis cinq ans n'est pas populaire en U.R.S.S.

« Lorsque l'esprit des populations commencera à être vraiment atteint, ils seront obligés d'arrêter » conclut-il\_

*L'orateur est ovationné par l'assistance et Michel GARDER reprend la parole.*

## **TOUT SE JOUE EFFECTIVEMENT A MOSCOU... MAIS D'UNE AUTRE FAÇON**

***par le Colonel Michel GARDER***

La clef du problème est bien au Kremlin, acquiesce Michel GARDER, mais ce ne sont pas les populations qui obligeront les dirigeants à mettre les pouces. L'avenir de l'Afghanistan, voire même l'avenir de la paix mondiale est lié au sort du régime totalitaire soviétique. Tant que le régime subsistera nous n'aurons rien de bon à en attendre. Seul un changement radical consécutif à une révolution de palais, du genre de celle qui a ébranlé le communisme

tchécoslovaque en 1968, pourrait ouvrir des perspectives nouvelles.

Pour le moment l'U.R.S.S. est dirigée par une oligarchie d'une bonne centaine d'individus, oligarchie à la fois pléthorique, gérontocratique, anachronique et de qualité médiocre. Derrière la façade monolithique de ce système totalitaire, l'érosion due au temps a déjà fortement lézardée l'édifice. L'appareil du Parti, naguère le seul maître du jeu, ne parvient plus à contrôler entièrement ses deux auxiliaires : l'Armée et le K.G.B.

- La partocratie a évolué en une « sbiro-strato-partocratie » policiers et militaires tendant à s'affranchir de la férule du Parti. Des histoires récentes telles que celle de l'attentat contre le Saint-Père (manifestement fomenté par un échelon opérationnel du K.G.B.), ou bien celui de la destruction du Boeing sud-coréen le 1er septembre 1983, ordonnée par le général ROMANOV - récemment « suicidé » - nous en fournissent la preuve.

Aux échecs répétés sur le Théâtre Extérieur du conflit mondial en cours, aux perspectives d'avenir inquiétantes, tant à l'Ouest (avec l'effort de guerre américain) qu'à l'Est (avec le renforcement du binôme sino-nippon), viennent s'ajouter les difficultés du Théâtre Intérieur parmi lesquelles prend place l'enlèvement en Afghanistan.

Aussi l'avenir du régime soviétique peut-il se réduire à quatre grandes hypothèses, avec chacune trois sous-hypothèses, soit :

**H1:** *C'est la perpétuation du régime actuel avec les trois variantes suivantes :*

h 11: serait une U.R.S.S. tendant à se rapprocher des Occidentaux

h 12: serait, à l'inverse, une U.R.S.S. plus proche de la Chine et du Japon

h 13: serait - à l'instar de l'attitude actuelle du Kremlin, une U.R.S.S. hostile à la fois aux Occidentaux et aux Asiatiques.

Bien entendu on espère la réalisation de h 11 en Occident et de h 12 à Pékin et à Tokyo. On craint la perpétuation de h 13 ici et là.

**H 2:** *serait une nette aggravation de h 13 débouchant sur une « guerre » avec :*

h 21: étant une « guerre éclair » en Europe avec ou sans échange nucléaire soviéto-américain

h 22: une guerre nucléaire préventive contre la Chine

h 23: une guerre générale sur deux fronts Ouest et Est.

**H 3:** *serait l'éventualité d'une révolution de palais avec à l'origine :*

h 31: une conjuration d'officiers du K.G.B. et de jeunes apparatchiks

h 32: - dito - de jeunes apparatchiks et d'officiers des Forces Armées

h 33: un putsch militaire

**H 4:** *serait une guerre civile consécutive à un putsch militaire avec :*

h 41: une guerre civile rapidement gagnée par un des camps

h 42: une guerre civile limitée au territoire de l'Empire Soviétique

h 43: une guerre civile gagnant à la fois l'Asie et l'Europe.

Pour Michel GARDER l'hypothèse la moins probable est H 1, une hypothèse que jouent tous les chefs d'États occidentaux et orientaux.

H 2 et H 4 sont évidemment redoutables et demeurent l'une et l'autre possibles.

La seule hypothèse souhaitable est H 3, surtout ses variantes h 32 et h 33.

Ce sont là les seules éventualités dans lesquelles une « Russie nouvelle » pourrait remplacer l'entité « soviétique » et vouloir revenir dans le concert des nations, ce que depuis 1922 l'URSS, de LÉNINE à TCHERNENKO, n'a jamais voulu.

C'est la seule possibilité de voir se refaire l'unité de la civilisation helléno-judéo-chrétienne en vue d'aborder de façon constructive les grands problèmes du prochain millénaire.

H 3 pourrait ainsi apporter une solution au problème afghan en mettant un terme à l'agression actuelle et aux souffrances indescriptibles de ce peuple héroïque... et si peu aidé.

*L'assistance applaudit longuement les deux conférenciers.*

Le Colonel PAILLOLE remercie au nom de tous Omaïoun TENDAR - qu'il assure du soutien de l'AASSDN à la Résistance afghane, et Michel GARDER.

Il revient ensuite à leur « duo » en mettant l'accent sur la similitude des situations d'avant-guerre et d'aujourd'hui, « qui se rejoignent par l'impuissance des nations et leur indifférence sous le signe du pacifisme. Aujourd'hui la Pologne et l'Afghanistan et à l'époque l'Anschluss... C'est, hélas, une fois de plus, notre civilisation occidentale qui est en jeu ».

---

## **Conferencce du colonel M Garder 1980- des minarets de Kaboul a Gdansk.**

Category: Europe de l'Ouest,Extraits de bulletin,Services allemands  
6 juillet 2025

L'année 1980 avait débuté dans l'angoisse du fait de l'invasion de l'Afghanistan et s'est achevée dans le soulagement à cause du sursis accordé par le Kremlin à la Pologne. D'ailleurs peu de temps avant Noël, le camarade Boris PONOMAREV, secrétaire du P.C. soviétique chargé de superviser les partis communistes des pays capitalistes, est venu en France nous rassurer sur les intentions de Moscou, et, profitant d'une page du Monde (1), nous vanta les vertus pacificatrices de la stratégie totale soviétique. « Jamais, en aucune circonstance, la politique extérieure soviétique ne vise à torpiller la détente. Cela est entièrement valable quant à l'aide de l'U.R.S.S. à l'Afghanistan. En répondant à la demande du gouvernement afghan, en apportant son aide à ce pays victime de l'agression, l'Union Soviétique a agi en pleine conformité avec la charte de l'O.N.U. On peut donc se demander depuis quand il est admis qu'une agression n'aggrave pas la situation, tandis que la riposte à cette agression l'aggrave ? » (1).

Les agresseurs, en l'occurrence, étaient bien entendu, les Américains qui avaient assisté sans réagir à l'assassinat de leur ambassadeur à Kaboul et qui, par la suite avaient attendu six mois pour tenter vainement une opération aéroportée pour libérer leurs diplomates retenus en otages par les Iraniens !

La vérité historique et les vraies responsabilités étant ainsi rétablies par notre haut dignitaire de la Nomenklatura moscovite, ce dernier nous a invités à méditer une phrase particulièrement profonde de son souverain, le maréchal Leonid BREJNEV, extraite de son immortel ouvrage « Pages d'une vie » : « il est très important que (...) la coopération soviéto-française reste un facteur dynamique et agissant de la détente et de la sécurité dans le monde, que nos pays et peuples se montrent des partenaires liés par la confiance mutuelle » (1).

Quand on se souvient que « la détente » n'est qu'une des formes de la « coexistence pacifique » et que celle-ci veut dire pour le Kremlin « la poursuite de la lutte par tous les moyens, à l'exclusion d'un recours direct à la force », la phrase du maréchal-président ne prête à aucune équivoque.

La France se trouve impérativement conviée à seconder l'Union Soviétique dans la lutte contre ses propres alliés et cela en vue de « sauver la détente ». C'est d'ailleurs certainement pour « sauver la détente » qu'au même moment armés et conseillés par les Soviétiques, les Libyens du colonel KHADAFI intervenaient de façon décisive au Tchad et qu'en Érythrée les troupes éthiopiennes du grand ami de Moscou, le colonel MENGISTU, réglaient leur compte aux nationalistes locaux en attendant, soit de s'attaquer à la Somalie, coupable d'avoir rompu avec l'U.R.S.S., soit de se lancer en liaison avec la Libye dans d'autres aventures en Afrique où les objectifs à déstabiliser ne manquent pas.

Il serait temps que les responsables occidentaux cessent une fois pour toutes d'utiliser ce mot de « détente » qui pour les Soviétiques s'identifie au conflit mondial qu'ils mènent et qui pour nous devrait uniquement - selon la boutade de feu Alexandre SANGUINETTI - signifier une pièce du fusil.

Cette vérité essentielle étant rappelée, nous constatons une fois de plus qu'à la fin de 1980 c'était encore sur le continent africain que s'exerçait, et cela depuis 1976, l'effort principal de la stratégie totale soviétique. Pendant ce temps face aux deux groupements adverses dont l'oligarchie moscovite voudrait empêcher la réunion définitive, à savoir l'alliance atlantique d'une part et le binôme Chine-Japon d'autre part, on en était toujours au dilemme de l'âne de Buridan.

Il reste à savoir, en ce début de 1981, s'il en sera de même au cours d'une année qui nous paraît, quant à nous, peut-être encore plus menaçante que celle que nous venons d'enterrer.

## **L'INTERACTION DES DEUX THÉÂTRES**

Certes, il n'est absolument pas question pour nous de jouer, en l'occurrence, les oracles même si connaissant les règles de la stratégie totale soviétique et la façon de raisonner de ceux qui l'élaborent et la mettent en oeuvre, nous persistons à croire que les secrets de l'oligarchie bolcheviste sont loin d'être impénétrables. La stratégie totale soviétique n'étant qu'une application pratique de la dialectique lénino-marxiste, c'est en nous pliant aux règles de cette méthode que nous allons procéder à un examen sommaire de la situation générale, vue du Kremlin, et tenter ensuite d'en déduire les conséquences qui pourraient s'imposer aux responsables moscovites.

A ce propos il est bon de se rappeler que pour ces derniers le conflit en cours comporte deux théâtres d'action, pour ne pas dire de guerre : le théâtre intérieur - c'est-à-dire l'Empire Soviétique lui-même et le théâtre extérieur - autrement dit le reste du monde. Le premier nommé qui englobe l'U.R.S.S., les démocraties populaires attenantes et les bastions isolés (Vietnam, Éthiopie, Mozambique, Angola, Cuba) est bien entendu le plus important puisqu'il conditionne le maintien au pouvoir de l'oligarchie et le renforcement des moyens nécessaires à la conduite des opérations sur le théâtre extérieur.

STALINE l'avait d'ailleurs souligné dans son fameux énoncé des cinq principes conditionnant la victoire dans n'importe quelle guerre en citant en premier « la sécurité des arrières » et ensuite « le moral des populations et de la troupe ».

Cette primauté du théâtre intérieur n'empêche pas que les résultats obtenus sur le théâtre extérieur conditionnent aussi dans une certaine mesure l'évolution de la situation intérieure. C'est ainsi que des succès spectaculaires remportés à l'extérieur renforcent le pouvoir totalitaire et que le maniement adroit du mot détente permet d'obtenir des pays capitalistes la technologie, les fonds ou bien le blé dont l'Empire a un besoin vital. Il faut ajouter à cela que jusque-là « l'Adversaire Capitaliste » - sauf peut-être dans une certaine mesure l'administration NIXON de 1969 à 1973 - s'est montré idéalement compréhensif facilitant au maximum le jeu de la stratégie totale soviétique et l'interaction des deux théâtres.

A l'intérieur l'oligarchie pouvait faire emprisonner et déporter des millions d'individus sans se

faire taxer de totalitaire. Tout au plus quelques téméraires la mettaient sur le même pied que de minables dictatures sud-américaines. Alors que le Kremlin disposait dans la plupart des pays capitalistes d'organisations officielles politiques et syndicales quasi totalement intégrées au jeu de sa stratégie totale, les Occidentaux se voyaient accusés d'entretenir la subversion dans l'Empire Soviétique par l'intermédiaire de dissidents sans aucun lien avec leurs services spéciaux.

Ainsi le pouvoir totalitaire faisait-il coup double d'une part en déconsidérant sur le théâtre intérieur les dissidents grâce à l'étiquette infamante d'agents de l'étranger et en jouant sur le théâtre extérieur sur le complexe de culpabilité des hommes d'État occidentaux soucieux d'éviter toute ingérence dans les affaires intérieures de l'U.R.S.S. Certes, le président CARTER a eu parfois quelques velléités de condamner publiquement les atteintes aux droits de l'homme dans les pays de l'Est, mais même après sa vive réaction dans l'affaire afghane, on ne peut pas parler d'une véritable manœuvre acculant les stratèges du Kremlin à la défensive. Le boycott des Jeux Olympiques, non appliqué par une partie des alliés des États-unis, et l'embargo sur les céréales - tourné par Moscou avec la complicité cupide de certains États capitalistes - devaient marquer les limites de la contre-offensive américaine.

Avec des « arrières sûrs » et une propagande sans faiblesse se substituant au « moral des populations et de la troupe », la stratégie totale moscovite pouvait intensifier ses actions sur le théâtre extérieur, et cela en dépit de la mésaventure afghane.

Les événements de Pologne et la victoire électorale de Ronald REAGAN aux États-unis allaient, en fin d'année 1980, modifier les données du problème en affectant à la fois le théâtre intérieur et le théâtre extérieur.

## **DES MINARETS DE KABOUL AU CALCAIRE DE GDANSK**

Contrairement à une idée fausse quasi généralement admise en Occident, l'affaire afghane, vue de Moscou, relevait du théâtre intérieur et, d'ailleurs, l'opération militaire, lancée sur Kaboul en décembre 1979, était calquée sur le modèle tchécoslovaque de 1968. Aussi le fait même que plus d'un an après un pays intégré à l'Empire se trouve encore en rébellion contre celui-ci constitue un échec grave pour l'oligarchie moscovite. Que des Kremlinologues occidentaux soient parvenus finalement à des conclusions différentes en estimant que l'U.R.S.S. avait gagné en Afghanistan ne change rien à une réalité fort différente. Sans la moindre intervention des Occidentaux, la majeure partie de la population d'une colonie asiatique de l'U.R.S.S. en voie d'intégration refuse, au nom de sa foi en Dieu, le pouvoir totalitaire lénino-marxiste. Il avait fallu naguère douze années pour imposer ce pouvoir aux Turkmènes, aux Ouzbeks, aux Tadjiks et autres Kazakhs qui avaient fait partie de l'Empire russe avant la révolution de 1917 ; il est difficile de dire combien de temps durera la guerre coloniale d'Afghanistan, laquelle n'en est encore qu'à ses débuts.

De plus, entre 1922 et 1934, l'armée rouge des ouvriers et paysans, tel était le nom officiel à l'époque de ce qui n'est plus depuis 1946 que l'armée soviétique, représentait encore l'espoir

d'un renouveau de la société humaine. Désormais il en va tout autrement et les Afghans montrent à la face du monde qu'ils ne veulent pas de la pseudo-religion lénino-marxiste imposée de force par les « chouravis » (2).

Toutefois ce refus du totalitarisme idocratique par un ensemble de tribus musulmanes constituant à peine une nation, est beaucoup moins grave pour le Kremlin que le rejet de ce totalitarisme par la nation polonaise à l'issue d'une résurrection quasi miraculeuse à laquelle nous venons d'assister entre juillet et décembre 1980. Dans ce dernier cas il ne s'agissait pas – contrairement aux mensonges de la propagande soviétique, d'une tentative contre-révolutionnaire, mais bien d'une révolution au sens réel du terme – autrement dit d'une conversion de 180° débouchant sur l'émergence d'une société civile nouvelle, laquelle, sous le beau nom de solidarité, remettait totalement en cause le totalitarisme moscovite et son succédané polonais.

A l'ancien duopole Parti-Eglise, se substituait le binôme Solidarité + Église qui réduisait à un rôle de plus en plus honorifique un Parti vidé de sa substance et confiné dans des tâches administratives.

C'était, à un an de distance, la conséquence en quelque sorte de l'aventure afghane. Fin décembre 1979, du haut des minarets de Kaboul, des muezzins afghans avaient lancé le « Allah Akbar » (3) invitant les fidèles à la guerre sainte. Le 16 décembre 1980, un million de Polonais massés face aux Trois ancras crucifiées sur le calvaire de Gdansk leur faisaient écho en alternant l'hymne à la Vierge Marie, « Reine de Pologne » et le chant national.

Ce cri de guerre et ces hymnes interpellait les oligarques moscovites en leur rappelant les limites et la fragilité de leur pouvoir. Cependant si à la rigueur en Afghanistan ils pouvaient encore espérer, selon nous à tort, que le temps devrait travailler en leur faveur, en Pologne ils se trouvaient subitement confrontés à un dilemme dramatique. Demeurer passif signifiait inmanquablement pour le pouvoir totalitaire le début de la fin ; intervenir militairement en Pologne risquait de déboucher sur une aventure aux conséquences incalculables.

Or ce dilemme coïncidait avec l'arrivée au pouvoir aux États-unis d'une administration décidée à redonner à Washington les moyens d'imposer au monde la « Pax Americana » que le Président NIXON avait failli réaliser en 1973 avant de disparaître dans la trappe de l'histoire en 1974.

Aussi au Kremlin l'année nouvelle a-t-elle débuté bien moins glorieusement que la précédente.

## **LES PERSPECTIVES D'UNE REPRISE DE L'INITIATIVE PAR LES ÉTATS-UNIS**

A en croire bon nombre de spécialistes français des relations internationales « on ne serait nullement fâché au Kremlin d'avoir désormais à Washington des interlocuteurs durs en affaires mais sérieux ». Si tel est effectivement le cas, ce dont nous doutons fort, les stratèges moscovites ne manqueront pas de déchanter très vite. Nous avons d'ailleurs eu l'occasion dans

le numéro précédent d'ÉSOPE d'exposer nos prévisions quant aux grandes lignes de la politique étrangère, pour ne pas dire de la stratégie totale, de l'administration REAGAN. Des contacts récents avec des personnes très proches de cette administration nous ont permis de vérifier et de confirmer nos hypothèses.

La nouvelle stratégie totale américaine visera en particulier à reprendre l'initiative partout en Europe, en Asie, au Moyen-Orient, en Afrique et en Amérique Latine. C'est ainsi, en particulier, que le Kremlin serait fermement averti que les États-unis ne pourraient pas demeurer passifs devant un coup de force en Pologne, que les liens américano-pakistanaïens étant renforcés la résistance afghane pourrait bénéficier d'une aide militaire, financière et technique importante tant américaine, qu'égyptienne ou chinoise, que dans le Golfe Persique la situation pourrait se modifier et que l'aventure africaine de l'U.R.S.S., même par Libyens et Cubains interposés, pourrait s'achever sur un fiasco.

Bien sûr, dans le cas de la Pologne, Moscou pourrait passer outre, mais à quel prix ? Même si les Occidentaux ne voudraient pas « mourir pour Gdansk », une administration américaine décidée et sûre d'elle-même, pourrait, en reprenant en main tous ses alliés, imposer à l'U.R.S.S. des sanctions économiques autrement graves que celles prises par le président CARTER en 1980. De plus, et contrairement aux Hongrois et aux Tchèques, les Polonais, y compris ceux des forces armées, ne manqueront pas de se défendre avec acharnement et, après avoir perdu la première manche, de résister plus ou moins passivement aux occupants soviétiques. Enfin, il y a de très fortes chances que dans une telle éventualité l'Union Soviétique sera forcée d'étendre sa manoeuvre aux Balkans afin d'y mettre un terme à la semi indépendance de la Roumanie, de la Yougoslavie et de l'Albanie. Ce serait alors le début d'un engrenage pouvant en fin de compte déboucher sur la guerre générale.

En ce qui concerne l'Asie du Sud, il nous paraît évident que la nouvelle administration américaine s'efforcera de rectifier les erreurs de la précédente en renouant des relations plus confiantes avec le Pakistan et en prenant ouvertement à son compte le soutien à la résistance afghane. Dès lors la guerre coloniale d'Afghanistan pourrait prendre une tournure nouvelle, le Haut Commandement soviétique se voyant contraint d'envoyer de plus en plus de troupes et de s'adapter à un ennemi équipé de moyens modernes anti-chars et anti-aériens.

Dans la région du Golfe Persique et au Moyen-Orient, nous pourrions assister - à la condition que les États-unis se donnent la peine d'utiliser tous les atouts dont ils disposent dans ce régions - à des changements spectaculaires, en particulier en Iran où le régime actuel n'est certainement pas éternel et en Syrie où la situation intérieure pourrait se dégrader totalement. Toutefois c'est en Afrique que l'on devrait s'attendre à des renversements de situation les plus spectaculaires. Il suffirait pour cela que Washington laisse les mains libres - et en même temps ne ménage pas son aide - aux pays tels que l'Égypte, le Soudan et le Maroc pour mettre un terme aux aventures du colonel KHADAFI, et soutienne en Angola, au Mozambique et, éventuellement, en Érythrée les mouvements de résistance locaux. Si de plus les États-unis coordonnent leurs actions avec celles de la France et de la Grande-Bretagne et trouvent une langue commune avec l'Afrique du Sud, l'épopée africaine de l'U.R.S.S. se trouvera sérieusement compromise.

## **L'INCONNUE CHINOISE**

Dans l'immédiat on s'interroge ici et là sur l'issue de la nouvelle phase de la lutte pour le pouvoir qui doit connaître son dénouement lors d'un prochain congrès du Parti Communiste Chinois. Dans l'ensemble la majorité des observateurs s'accordent pour créditer M. Deng XIAOPING d'une victoire aux points tout en estimant que les tâches qui attendent son équipe dans un proche avenir sont des plus redoutables. Toutefois il nous semble que l'on a tendance, en Occident, à minimiser les risques d'une nouvelle guerre sinovietnamienne. Celle-ci pourrait même bien éclater avant le congrès du P.C. chinois, ne serait-ce que pour devancer celui du P.C. soviétique en plaçant les stratèges du Kremlin dans une position plus que difficile.

Cependant même si cet affrontement n'a pas lieu dans un avenir immédiat, l'épreuve de force entre la Chine et le Vietnam ne peut manquer de se poursuivre obligeant l'Union Soviétique d'intensifier son aide à Hanoi.

Par ailleurs, comme il faut s'attendre dans cette partie du monde à un renforcement des liens américano-chinois d'une part et sino-nippons d'autre part en vue de s'opposer à « l'hégémonisme soviétique », il en résultera une raison de plus pour que Moscou révise son plan stratégique actuel et reporte sa direction principale d'effort du continent africain sur l'Asie.

## **LE VINGT-SIXIEME CONGRÈS DU PARTI COMMUNISTE SOVIÉTIQUE**

Cette révision pourrait, peut-être, s'effectuer à l'occasion du XXVI<sup>e</sup> Congrès du Parti Communiste convoqué pour le 23 février 1981. En principe ce Congrès ne devrait pas réserver de grandes surprises au sein de l'oligarchie où un certain équilibre paraît avoir été atteint. Toutefois face aux conséquences sur le théâtre intérieur, des événements de Pologne et d'Afghanistan, les perspectives des rapports avec la nouvelle administration américaine en particulier dans le domaine de l'économie et enfin l'évolution de la situation en Extrême-Orient, il est fort possible que l'équipe de Leonid BREJNEV - autrement dit celle des anciens de Dniepropetrovsk - opte pour une alliance tactique avec la faction des Asiatiques (Kounaev, Aliev, Rachidov). Nous pourrions assister alors à une opération similaire, mais en sens inverse, à celle qui s'est déroulée fins 1975 -début 1976 au moment où sur les instances de Fidel CASTRO un accord s'est réalisé entre l'équipe de BREJNEV - que certains désignent sous le nom de « conservateurs russes » et celle des champions de l'internationalisme prolétarien - en vue d'un effort sur le continent africain. Alors on avait remarqué l'apparition en tenue de maréchal au XXV<sup>e</sup> Congrès du P.C. soviétique en février 1976 du leader cubain, dont les troupes devaient jouer un rôle de premier plan en Angola, au Mozambique et en Éthiopie. Il n'est pas exclu que cette fois la vedette appartienne aux délégations des Partis frères d'Asie - et en particulier les Partis vietnamien, laotien, cambodgien, indien - et bien entendu afghan.

Toutefois l'évolution de la situation en Pologne pourrait, au cas où le pouvoir lénino-marxiste serait totalement débordé par la société civile, inverser les relations au sein de l'oligarchie et faire apparaître une nouvelle majorité favorable à une riposte brutale au défi de Gdansk.

De toute façon nous pensons que si cette dernière éventualité aux conséquences incalculables ne se produisait pas, le danger d'une explosion générale n'en disparaîtra pas pour autant. Même si l'oligarchie bolcheviste accepte, comme un moindre mal, l'expérience polonaise, il lui faudra faire face à la conjonction de la guerre coloniale d'Afghanistan, de l'évolution de la situation dans le Golfe Persique et de l'antagonisme sino-vietnamien, sans parler de la nécessité de faire revenir l'Inde dans la mouvance soviétique. Et c'est ainsi qu'après avoir révisé sa stratégie totale d'ici le printemps de 1981, l'Union Soviétique pourrait être amenée à se heurter une fois de plus de front avec la Chine et cela à une plus grande échelle qu'en 1969.

## **SAUVER LA PAIX ?**

On ne répétera jamais assez que ce qui est en danger, ce n'est pas une mythique détente mais la paix mondiale et que l'oligarchie moscovite porte en l'occurrence, contrairement aux affirmations de Boris PONOMAREV, « une responsabilité écrasante ». Certes le Kremlin n'est pas à l'origine de phénomènes tels que le régime Khomeyniste en Iran ou bien des rêves de grandeur du colonel KHADAFI, mais il serait intéressant de savoir ce que la diplomatie soviétique a fait pour contrer les aspects dangereux de ceux-ci.

Dans le cas de l'inqualifiable prise en otage des diplomates américains par les « étudiants révolutionnaires » iraniens, Moscou a approuvé au fond cette atteinte au droit international alors qu'il était loisible au président BREJNEV de se ranger, pour une fois, du côté des peuples civilisés. Quant à l'épopée libyenne celle-ci n'a été rendue possible que grâce à l'armement et aux conseillers militaires soviétiques et allemands communistes.

On sait par ailleurs que le K.G.B. contrôle plus ou moins directement le mouvement terroriste international et que la vision conflictionnelle du monde qui caractérise la Nomenklatura moscovite est absolument incomparable avec la notion même de paix. Cette paix, seul un Occident uni, fort, courageux et sans illusion peut l'imposer aux stratèges bolchevistes. Espérons que la nouvelle administration américaine sera en état de réaliser l'unité du camp occidental et que celui-ci, et en particulier l'Europe, saura avoir le sursaut nécessaire pour dissuader l'Empire Soviétique et éviter la catastrophe.